



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DU PROGRAMME

Cent vingt-quatrième session

Rome, 21-25 mai 2018

**Évaluation de la contribution de la FAO à l'élimination de la faim, de
l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (OS1)**

RÉPONSE DE LA DIRECTION

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Daniel Gustafson
Directeur général adjoint (Programmes)
Tél.: +39 06570 56320

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org



1. La Direction accueille avec satisfaction la réalisation dans les délais de l'Évaluation de la contribution de la FAO à l'Objectif stratégique 1: *Contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition*. Les évaluateurs concluent que l'Objectif stratégique 1 (OS1) était bien conçu, qu'il reposait sur des enseignements tirés de contextes très divers et sur une théorie du changement réaliste, et que les mécanismes retenus pour sa mise en œuvre formaient un ensemble pertinent et innovant. L'évaluation s'accompagne d'une série de recommandations destinées à renforcer, développer et améliorer encore la qualité du soutien de la FAO à l'OS1 aux niveaux national, régional et mondiaux. La Direction souscrit aux conclusions et recommandations issues de l'évaluation et adaptera sa réponse aux différents contextes, locaux, régionaux ou mondial.
2. La Direction approuve notamment la recommandation indiquant spécifiquement que la FAO devrait continuer à promouvoir **le partenariat** avec des «acteurs non traditionnels» du domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, parmi lesquels les milieux universitaires, le secteur privé, les organisations de consommateurs et de producteurs et les ministères autres que le ministère de l'agriculture, et à associer plus étroitement ces acteurs aux activités de sensibilisation, au dialogue sur les politiques, à la mobilisation des ressources, à l'investissement et aux initiatives destinées à soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition. En situation d'urbanisation et dans les zones géographiques présentant des problèmes récurrents d'insécurité alimentaire et de malnutrition, en particulier, la Direction reconnaît qu'il est impératif et essentiel de travailler avec les municipalités et les autres autorités infranationales.
3. Le rapport d'évaluation souligne la nécessité de se concentrer sur «**la mise en œuvre des politiques**». Le programme FIRST (Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation), établi en partenariat avec l'Union européenne, aide plus de 30 pays à réaliser une analyse de leurs politiques et des évaluations de leurs capacités afin d'enrichir le dialogue national sur l'action à mener en matière de mise en œuvre de programmes sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable. La Direction est déterminée à pérenniser ce type d'appui, au-delà de la durée du programme FIRST. La Direction souligne également qu'il est essentiel que les politiques et les programmes soient fondés sur des données de bonne qualité en matière d'insécurité alimentaire et de malnutrition.
4. Les évaluateurs recommandent que **la question de la nutrition et celle de la parité hommes-femmes** fassent l'objet d'une plus grande attention. La Direction accepte ce point et donnera une importance accrue aux travaux sur la diversité alimentaire et aux solutions que l'agriculture peut apporter aux problèmes de nutrition. Là encore, les données (sur la consommation alimentaire) sont un préalable essentiel à l'élaboration de politiques et de programmes. L'observation visant spécifiquement la parité hommes-femmes et l'accès aux systèmes de soutien à l'agriculture ainsi que l'autonomisation des femmes est également extrêmement pertinente et servira à guider les programmes à venir.
5. La Direction accueille aussi avec satisfaction l'appel des évaluateurs à renforcer le rôle que la FAO joue dans le domaine de **la sensibilisation**, par l'intermédiaire des équipes chargées du Programme stratégique 1 (PS1) et d'autres PS, en promouvant et complétant les différents instruments d'action publique à l'échelle mondiale qui émanent du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Cela suppose notamment de partir des différentes directives d'application volontaire incitant à aborder la sécurité alimentaire et la nutrition selon une approche fondée sur les droits de l'homme et des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, entre autres, pour les traduire en instruments propres à chaque contexte et applicables, susceptibles de guider les parties prenantes nationales.

6. Enfin, la Direction accepte la possibilité pour l'équipe chargée de l'OS1 de renforcer ses capacités afin de soutenir les bureaux de pays et de tirer des enseignements de leur expérience. Les questions traitées et le travail effectué par l'Organisation au niveau des pays sont souvent de nature transversale, concernant plusieurs OS. C'est pourquoi, au cours des deux derniers exercices biennaux, la FAO a élaboré différentes activités de cette nature – qui peuvent prendre la forme d'initiatives régionales ou faire appel à d'autres modes de collaboration entre les équipes chargées de la réalisation des OS – sur les questions qui prennent de l'importance, telles que la migration, le changement climatique, les systèmes alimentaires, les régimes alimentaires sains et l'urbanisation.

Plan de la Direction

Recommandation issue de l'évaluation	Réponse de la Direction (recommandation acceptée, partiellement acceptée ou rejetée)	Plan de la Direction			
		Mesures à prendre et/ou observations concernant l'acceptation partielle ou le rejet	Unités responsables	Échéance	Financement supplémentaire requis (Oui/Non)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)
<p>Recommandation 1. La conception du programme a été largement validée, mais un certain nombre de partenaires potentiels méritent d'être mieux intégrés dans le cadre de résultats et les activités du PS1: municipalités et administrations locales (capacités de mise en œuvre, liens entre zones rurales et zones urbaines); milieux universitaires et instituts de formation nationaux (renforcement des capacités et analyse des politiques); Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) (analyse et évaluation des politiques); organisations d'agriculteurs (appui-conseil, participation aux sphères de coordination et évaluation des politiques); organisations de consommateurs et secteur privé (travail sur les systèmes alimentaires).</p> <p>La piste des donateurs non traditionnels, et particulièrement les possibilités de financement nationales et régionales, ainsi que les liens avec les banques de développement et les mécanismes de mobilisation de ressources convenus lors de la Conférence sur le financement du développement, tenue à Addis Abeba en 2015, pourraient être mieux exploités.</p>	Acceptée	<p>Dans la présentation des plans du PS1 qui figurent dans le PMT (2018-2021), on plaide déjà pour une participation plus soutenue des différents acteurs des systèmes alimentaires à l'analyse, à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation d'impact des politiques; cela concerne notamment les acteurs étatiques et non étatiques, le secteur privé, les organisations de producteurs et de consommateurs et les milieux universitaires. La collaboration avec l'IFPRI et le BRAC est déjà amorcée. L'équipe chargée du PS1 accentuera sa collaboration avec DPS pour étendre et renforcer les partenariats dans le sens suggéré.</p> <p>L'un des obstacles que l'on rencontre lorsqu'on souhaite travailler au niveau infranational est le manque de données et d'analyses détaillées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'équipe chargée du PS1 s'appliquera à attirer des financements visant à combler ce manque et à intégrer dans le PS1, parallèlement au PS5, des analyses utilisant la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) lorsqu'il en existe.</p>	<p>PS, DPS, bureaux régionaux, différentes unités techniques concernées</p> <p>ESS, ESA, ESN</p> <p>TCI</p> <p>TCR</p> <p>PS1</p>	<p>a) D'ici à la fin de 2019</p> <p>b) D'ici à la fin de 2019</p> <p>c) D'ici à la fin de 2019</p> <p>d) D'ici à la fin de 2018</p> <p>e) D'ici à la fin de 2019</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>d) Non</p> <p>e) Oui</p>

		<p>L'équipe chargée du PS1 renforcera l'aide apportée aux gouvernements qui cherchent à financer, auprès des institutions financières internationales et d'autres bailleurs de fonds, des programmes visant une meilleure prise en compte de la nutrition par l'agriculture et les systèmes alimentaires.</p> <p>L'équipe chargée du PS1 continuera de prendre contact avec des donateurs non traditionnels. La proposition d'accélération du programme Faim zéro, en particulier, peut être utilisée pour attirer un financement extrabudgétaire.</p> <p>L'équipe chargée du PS1 cherchera également à développer les travaux qui ont été entrepris avec la Banque mondiale pour évaluer la prise en compte de la nutrition dans le portefeuille d'investissement de l'institution, de façon à les étendre à d'autres institutions financières internationales et banques de développement.</p>			
<p>Recommandation 2. La FAO est bien positionnée à l'échelle mondiale, mais elle a besoin de renforcer ses capacités si elle veut soutenir la mise en œuvre et l'analyse des politiques au niveau des pays, notamment par les moyens suivants: une extension du programme FIRST; et la publication de rapports nationaux sur l'État de l'insécurité alimentaire dans une sélection de pays.</p> <p>L'équipe chargée du PS1 doit également renforcer les capacités dont elle dispose pour soutenir les bureaux de la FAO dans les pays et tirer des enseignements de leur expérience.</p>	Acceptée	<p>Des discussions sont en cours quant à une éventuelle extension du programme FIRST, mené conjointement par l'UE et la FAO; y participent la Direction générale Coopération et développement (DEVCO) de l'Union européenne, les délégations de l'UE dans les pays ainsi que les représentants et les bureaux régionaux de la FAO.</p> <p>Le projet FIRST ayant une durée de vie limitée, la FAO doit voir plus loin. À cet effet, une proposition a d'ores et déjà été élaborée pour fournir le type de services rendus par FIRST de façon plus permanente.</p>	<p>PS1, FIRST, TCR, LOB, DDG-P</p> <p>PS, ESD, TCR, bureaux régionaux</p> <p>ESA, ESS, ESN, ESP,</p> <p>OSP, DPS, bureaux de pays</p>	<p>a) Extension du programme FIRST évaluée par DEVCO d'ici à la fin de 2018</p> <p>b) Processus continu et déjà amorcé</p> <p>c) Projet du PCT approuvé d'ici à la fin de 2019</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>d) Non</p>

		<p>Les équipes chargées des PS1 et PS3 ont élaboré une proposition de projet du PCT interrégional visant à établir des rapports nationaux sur la situation de certains pays au regard de la faim, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la pauvreté et sur la réponse qu'y apportent les pouvoirs publics. La FAO ne doit toutefois pas diriger l'établissement de ces rapports, mais apporter son appui aux pays considérés pour que ceux-ci les élaborent eux-mêmes, sous le contrôle des parties prenantes concernées.</p> <p>Du fait des contraintes de ressources, ce travail ne sera réalisable que dans quelques pays, et pas de façon continue. Il doit aussi être étroitement coordonné avec les activités relatives aux publications régionales de type Panorama et servir le Programme 2030, étant lié aux rapports nationaux facultatifs sur les ODD.</p> <p>L'appui apporté aux bureaux de pays et les enseignements tirés de l'expérience de ceux-ci sont des aspects clés de la structure des bureaux décentralisés. Les enseignements glanés dans les pays viendront également enrichir les travaux de coopération Sud-Sud soutenus par les PS et DPS.</p>		d) D'ici à la fin de 2019	
<p>Recommandation 3. La question de la nutrition et celle de la parité hommes-femmes ont fait l'objet d'une attention accrue de la part de la FAO ces dernières années, mais il reste encore une grande marge de progrès. L'Organisation doit notamment se concentrer davantage sur la diversification des régimes alimentaires comme moyen de remédier au problème de l'excès pondéral et de l'obésité.</p>	Acceptée	<p>La diversification alimentaire est une stratégie essentielle pour aborder toutes les formes de malnutrition. Le défi consiste à élaborer une approche intégrée susceptible de remédier aux différentes formes de malnutrition, y compris dans un souci d'équité entre les sexes, quel que soit le contexte. Parmi les principaux préalables, on peut citer la disponibilité de données sur la consommation alimentaire et l'analyse des</p>	<p>PS, ESN, ESS, ESA, TCR</p> <p>PS1, différents bureaux décentralisés</p>	<p>a) D'ici à la fin de 2018</p> <p>b) D'ici à la fin de 2019</p> <p>c) En cours</p> <p>d) D'ici à la fin de 2018</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Non (devrait s'inscrire dans les activités en cours sur les politiques à tous les niveaux)</p>

<p>La FAO devrait appeler l'attention sur les solutions que l'agriculture peut apporter aux problèmes de nutrition et tenter de faire entrer les préoccupations liées à l'agriculture et à l'action publique dans les sphères de coordination de la nutrition, qui abordent encore souvent cette question sous le seul angle sanitaire.</p> <p>En matière d'égalité entre hommes et femmes, la FAO et l'équipe chargée du PS1 ont des possibilités d'aider les pays à réformer leurs systèmes nationaux de soutien à l'agriculture, tels que les systèmes de vulgarisation, les réseaux vétérinaires ou les mécanismes de crédit destinés au monde rural, pour les rendre plus propices aux agricultrices, en particulier dans les situations d'exode rural des hommes, et donc de féminisation accrue de l'agriculture.</p>	<p>politiques et autres goulets d'étranglement qui freinent les progrès de la diversification alimentaire. Ces deux points seront prioritaires dans la mobilisation de ressources.</p> <p>L'ensemble d'instruments élaboré par TCI et ESN concernant une agriculture et des systèmes alimentaires qui tiennent compte de la nutrition est une contribution importante pour les activités de sensibilisation aux solutions que l'agriculture peut apporter aux problèmes de nutrition. ESN demeurera à l'avant-garde de l'élaboration et de la diffusion des connaissances et des outils nécessaires au niveau mondial (Comité permanent de la nutrition, initiative Renforcer la nutrition, deuxième Conférence internationale sur la nutrition et Décennie d'action pour la nutrition).</p> <p>L'équipe chargée du PS1 et ESN veilleront à ce que le travail en cours dans les principales sphères de coordination de la nutrition soit bien pris en considération et mette en évidence les suites données, au niveau régional et au niveau des pays, aux symposiums régionaux organisés sur le thème «Des systèmes alimentaires durables au service de régimes alimentaires sains», dans le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition.</p> <p>L'équipe chargée du PS1, en collaboration avec celles chargées des autres PS et les unités techniques, et avec l'appui du programme conjoint UE-FAO FIRST, a élaboré une série de notes d'orientation politique sur le renforcement des politiques</p>	<p>FIRST, en collaboration avec les unités techniques et les bureaux décentralisés concernés</p> <p>PS1, PS3 et ESP</p>	<p>e) D'ici à la fin de 2018, dans le cadre de l'examen, en cours, des accords sur le niveau de service (accords SLA); d'ici à la fin de 2019, dans le cadre de l'élaboration de nouveaux accords SLA, et de façon continue dans le cadre des travaux du Comité chargé de l'examen de programmes et de projets</p>	<p>d) Non</p> <p>e) Non (à intégrer dans les processus d'examen des programmes et projets existants)</p>
--	---	---	--	--

		<p>visant l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.</p> <p>En ce qui concerne la dimension de la parité hommes-femmes, les équipes chargées des PS1 et PS3 analysent actuellement les effets de la migration des hommes sur l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire, et la façon dont ces différents phénomènes s'articulent. En outre, les deux équipes sont déjà au travail pour mettre en œuvre la recommandation relative à l'égalité entre les sexes. L'autonomisation des femmes est une voie manifeste d'amélioration de la nutrition.</p> <p>Des travaux de recherche sont en cours, en collaboration avec l'IFPRI, pour examiner les liens entre l'autonomisation des femmes et les résultats obtenus en matière de nutrition au niveau des ménages. Les résultats de ces travaux seront incorporés dans les programmes.</p>			
<p>Recommandation 4. Mettant à profit le haut niveau de confiance établi avec les institutions nationales, la FAO devrait continuer de plaider en faveur de politiques de développement plus durables et plus équitables, tablant pour cela sur divers canaux de conseil et de sensibilisation, tels que les milieux universitaires nationaux, les organisations d'agriculteurs, la coopération Sud-Sud et les médias grand public nationaux, et étayant ses conseils d'analyses rigoureuses et d'une argumentation socioéconomique, dans le prolongement de l'argumentation basée sur les droits.</p>	Acceptée	<p>Plusieurs canaux de sensibilisation sont déjà utilisés et l'on s'emploie à recourir plus largement à la coopération Sud-Sud en marge du programme Faim zéro. Dans la région du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en particulier, les «Allianzas» font appel aux milieux universitaires, et ce schéma pourrait être repris dans d'autres régions.</p> <p>En 2018, une analyse de l'efficacité de l'action publique centrée sur l'ODD2 est effectuée dans tous les pays bénéficiant du programme FIRST; elle examine les aspects socioéconomiques, mais aussi d'autres facteurs intervenant dans la mise en œuvre et</p>	<p>PS, bureaux régionaux, DPS, OCC</p> <p>FIRST, ES, différents bureaux décentralisés</p>	<p>a) Continu et en cours</p> <p>b) 2018-2019</p>	<p>a) Oui (le coût de l'intensification des activités de plaidoyer et de communication aux niveaux décentralisés pourrait nécessiter des ressources extrabudgétaires)</p> <p>b) Oui (le travail lié au programme FIRST en 2019 nécessitera des ressources)</p>

		<p>l'efficacité des politiques, et ses conclusions seront étudiées en 2019 dans le cadre de processus multipartites sans exclusive.</p> <p>L'interdépendance entre les ODD 1 et 2 sera prise en compte de façon systématique dans tous les canaux de sensibilisation dont la FAO dispose.</p>			<p>extrabudgétaires supplémentaires après la date de fin du programme actuel)</p> <p>c) Non</p>
--	--	---	--	--	---